

Rendez-vous du 6 octobre :

"*les mêmes causes produisent les mêmes effets*"

Blog de Sammy Rasolo – 21/09/09

Les médiateurs retrouveront tout le monde le 6 octobre prochain à Antananarivo. C'est ce que l'Union Africaine a décidé. On ne peut que se réjouir que la communauté internationale ne veuille pas lâcher Madagascar entre les mains des putschistes. Mais en même temps, on ne peut qu'être déçu que tout le monde soit obligé de les ménager. Ils sont les principaux obstacles à une sortie consensuelle de la crise. Presque tous s'entendent sur cette question. Mais à chaque fois, on est obligé de leur donner une nouvelle chance, malgré leur mauvaise foi plus qu'évidente. Ou plutôt la nouvelle chance, c'est sans doute à la paix qu'on la donne, mais c'est vraiment navrant que tout le pays soit pendu à leurs aller-retour incessants entre les négociations et l'unilatéralisme.

Qu'ils s'engagent publiquement à une sortie consensuelle de la crise avant de renégocier. Cet engagement est essentiel dans la mesure où Andry Rajoelina a déjà dit qu'il n'irait plus à Maputo et Monja Roindefo, sur les ondes d'une radio privée, a aussi affirmé que c'est le GIC qui voudrait le chasser de la Primature alors que lui, s'estime vraiment - ou plutôt il fait semblant de se croire -, Premier ministre de consensus.

Compte tenu de toutes ces déclarations et compte tenu de leur sortie très peu loyale de Maputo II et de l'unilatéralisme qui s'en est suivi, sans prendre l'engagement public qu'ils veulent réellement parvenir à un consensus avec toutes les mouvances, **de nouvelles négociations risquent d'aboutir au même échec.** Comme on dit, "*les mêmes causes produisent les mêmes effets*".

A plusieurs reprises, Andry Rajoelina et ses "*amis*" ont prouvé qu'ils ne connaissent que le rapport de forces comme moyen de négociation. Et **ils ont les armes des mutins, c'est leur principal moyen de persuasion.** Il faut leur signifier clairement qu'ils doivent arrêter ce petit jeu. En plus des sanctions déjà annoncées, **il est temps que la communauté internationale s'engage au côté des victimes de leurs brutalités par un signal fort.** Comme une annonce préalable qu'elle reconnaîtra un autre gouvernement mis en place par les autres mouvances au cas où les tégévistes persisteraient dans leur mauvaise foi, par exemple. Sinon comment imaginer qu'ils acceptent ce qu'ils ont déjà refusé à plusieurs reprises, à savoir une Transition consensuelle, si les conditions restent les mêmes ?

Sinon, il est toujours possible de résoudre la crise par une élection. Cette solution est soutenue par de plus en plus de monde. Plutôt que d'attendre le bon vouloir des usurpateurs au pouvoir, **on peut imposer à tous une consultation électorale.** Non pas un référendum pour faire adopter une nouvelle Constitution puisqu'un référendum prolongerait encore pour un bon bout de temps la crise, mais une élection présidentielle qui aura pour principal avantage de désigner qui le peuple souhaite mettre à la tête de l'Etat. Au moins, la question de la légitimité ne se posera plus. La situation actuelle est tout simplement invivable pour le peuple. Tant au plan social qu'économique. Et cette situation empirera avec le temps, tant qu'on ne parviendra pas à un consensus.

Ce consensus peut très bien ne plus être une transition. Pourquoi ne serait-il pas une élection ? Après une élection, il ne sera plus nécessaire, entre autres, de débattre si une invitation à un sommet de Chefs d'Etat vaut reconnaissance ou non. Elle n'en est pas une mais à chaque fois, la question se pose. En tout cas, à l'intention des putschistes, il n'est pas inutile de rappeler une phrase d'Olivier de Kersauson: "*La victoire s'use par ses excès*"...si tant est qu'on puisse considérer l'accès au pouvoir par la violence comme une victoire.